



Communiqué de presse

## **Gaz à effet de serre, sécurité alimentaire et dépenses des automobilistes Agrocarburants : circulez y'a rien à voir !**

*Montreuil, le 26 janvier 2012*

Un rapport de la Cour des comptes souligne que les politiques françaises de promotion des agrocarburants ont surtout coûté aux consommateurs<sup>1</sup> (3 milliards d'euros entre 2005 et 2010). Les agrocarburants, incorporés aux carburants fossiles, obligent en effet à passer plus souvent à la pompe car ils sont moins efficaces que les carburants fossiles.

On comprend donc mieux pourquoi le Gouvernement s'entête depuis des années à soutenir le développement des agrocarburants : **l'augmentation de la consommation de carburant s'accompagne d'une augmentation de revenu pour l'Etat** via la taxe payée par le consommateur (TIPP)...

Cependant, même si les agrocarburants renflouent les caisses de l'Etat, **les bénéficiaires sont majoritairement reversés aux filières industrielles via la défiscalisation des agrocarburants**, alors qu'il n'y a plus de doute sur le fait qu'elles ne sont pas durables et qu'elles entraînent des impacts environnementaux et sociaux négatifs au niveau national et international.

Pour Antoine Bouhey, chargé de mission chez Peuples Solidaires/ActionAid : « Après le rapport du député Gilles Carrez en 2011, c'est un nouveau coup porté à la politique scandaleuse de soutien aux agrocarburants industriels. Leur consommation croissante en France et en Europe a indéniablement eu des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire dans les pays du Sud, et favorisé l'accaparement de millions d'hectares de terres pour les produire. »

Pour Diane Vandaele, chargée de mission au Réseau Action Climat : « Aujourd'hui, il faut clairement arrêter le développement des agrocarburants, en rester aux productions actuelles et stopper la défiscalisation pour que ces recettes soutiennent des filières réellement bénéfiques pour le climat ! Les industriels des agrocarburants affirment aussi que cela favorise l'indépendance alimentaire des élevages français (production de tourteaux de colza qui remplace l'importation de soja), mais ils oublient de dire que dans le même temps la France augmente ses importations d'huile alimentaire et qu'il existe des solutions plus écologiques et rentables pour produire les protéines nécessaires à nos élevages ».

Pour Clara Jamart, responsable plaidoyer chez Oxfam-France : « En soutenant la production d'agrocarburants, la France contribue à l'augmentation des prix alimentaires au niveau mondial et laisse la facture aux automobilistes français. En résumé, tout le monde y perd, sauf les industriels de la filière »

Contacts presse :

- Antoine Bouhey (Peuples Solidaires/ActionAid) : 01 48 58 21 85
- Diane Vandaele (RAC-F) : 01 48 58 89 77
- Magali Rubino (Oxfam-France) : 06 30 46 66 04

---

<sup>1</sup> [www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RPT/Rapport\\_thematique\\_politique\\_publique\\_aide\\_aux\\_biocarburants.pdf](http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RPT/Rapport_thematique_politique_publique_aide_aux_biocarburants.pdf)